

SHORT NEWS

Bock op Gréng

Laut einer tns-iles-Studie aus dem Vorjahr sind 98 Prozent der Einwohner Luxemburgs der Meinung, dass Umweltschutz eine wichtige Sache ist. Immerhin 88 Prozent wünschen sich, dass Luxemburg zum Vorbild in Sachen Umweltschutz wird. Diesen hohen inhaltlichen Zustimmungsggrad wollen die Grünen jetzt ausnutzen um die Zahl Ihrer AnhängerInnen anzuheben. Mit einem Konferenz- und Besichtigungszyklus, der mit einer Debatte zur ökonomischen Entwicklung des Nordens am 26. Mai in Clerf startet und mit einer Bustour mit anschließender Konferenz in Esch-Belval am 16. Juni endet, rufen „déi Gréng“ zu mehr politischen Engagement auf. Höhepunkt der Kampagne wird am 10. Juni eine Konferenz des deutschen Journalisten und Ex-Report-Moderators Franz Alt sein, der „sonnige Aussichten“ verspricht und erklären soll, wie Klimaschutz zum Gewinn für alle wird. Eine Wasser- (2. Juni) und Energietour (14. Juni) sowie eine Mobilitätskonferenz (5. Juni) runden das Programmangebot ab. Das genaue Programm der „Bock op Gréng“-Kampagne samt Anmeldeformularen kann unter www.greng.lu eingesehen werden.

Abtreibung legalisieren

Der Planning Familial bleibt wachsam und wehrt sich gegen rückwärtsgewandte, gesellschaftspolitische Angriffe. Etwa von christlichen Organisationen wie „Pro Life“, die eine Sexualmoral predigen, die sich gegen Abtreibung, gegen die Ehe von homosexuellen Paaren und sogar gegen das Benutzen von Kondomen wenden. „Es gibt noch viel zu tun. Die ‚éducation sexuelle‘ müsste weiter ausgebaut werden. Nach wie vor fehlt ein Gesetz, das Frauen, die ungewollt schwanger wurden, eine Abtreibung ermöglicht“, so die Präsidentin Danielle Igniti anlässlich der Generalversammlung des Planning diese Woche. Auch wenn die „pilule du lendemain“, die seit 2005 in den Apotheken frei erhältlich ist, neben den Informationskampagnen über Sexualität und Verhütung, bereits begrüßenswert seien - fordert der Planning die noch immer ausstehende Abänderung des restriktiven Gesetzes von 1978 „sur l'information sexuelle, la prévention de l'avortement clandestin et l'interruption de la grossesse“. Diese Forderung entspricht einem Votum des europäischen Parlaments vom 16. April 2008, das mit 102 gegen 69 Stimmen einen Beschluss fasste, der die Abtreibung als nicht strafbar qualifiziert. Die Mitgliedstaaten wurden aufgerufen, diese Entscheidung in einem angemessenen Zeitrahmen in ihre Gesetze einfließen zu lassen. „Es kann doch nicht sein, dass wir in Luxemburg betroffenen Frauen nicht helfen können und sie nach wie vor ins Ausland schicken müssen, wo die Abtreibung legal ist“, so Igniti.

woxx@home

Sauvez Muck !

« L'oie n'est pas encore rôtie », aurait écrit le réformateur tchèque Jan Hus à ses amis avant d'expier sur le bûcher de l'église catholique et romaine. L'homme ne manquait pas d'humour, « hus » signifiant « oie » dans la langue de Bohême. Quelques siècles plus tard, un descendant probable, un certain Jean Huss, s'est mis en tête de faire des misères à l'église de son grand-duché. Espérons que l'Inquisition locale n'établisse pas d'amalgame entre Hus l'ancien, celui qui introduisit l'accent « akut » dans la langue tchèque et le Huss le jeune, le fondateur de l'association Akut. Le rabbin Lev terrorisait dans les ruelles sombres de la ville. Qui dit que l'abbé Léon ne fabrique pas, dans son laboratoire à Gasperich, à l'aide des corps euthanasiés de deux passionnaires sociales-chrétiennes, une créature à deux têtes : l'horrible Frank et Stein ? Prends garde à toi, Muck !

AKTUELL

DROIT DE MOURIR

L'euthanasie mise à mort ?

David Wagner

Le CSV a présenté ses amendements à la proposition de loi sur le droit de mourir en dignité. S'ils devaient être votés, l'esprit même de la proposition en serait changé.

Le show continue. Bien que le sujet, selon le président du CSV François Biltgen, est moins important que d'autres, son parti engage une énergie étonnante dans la question de l'euthanasie. Mardi dernier, la fraction chrétienne-sociale avait convoqué la presse pour lui faire part des amendements à la proposition de loi qu'elle allait déposer à la commission parlementaire de la santé un peu plus tard. Après s'être désolé que l'on puisse reprocher à la fraction qu'il préside de ne pas respecter un vote, Michel Wolter a dit espérer une « discussion constructive ».

D'ailleurs, le CSV ne serait pas le seul à trouver inacceptable la proposition de loi Err/Huss. Pour preuve, explique-t-il sans rire, les auteurs eux-mêmes auraient déposé des amendements à leur propre texte. Aussi s'est-il référé à une tribune libre du président de la fraction socialiste, Ben Fayot, dans le « Lëtzebuerger Land », qui appelait au consensus. « Nous acceptons l'offre », déclare Wolter, comme s'il fallait forcer la main au CSV pour modifier la loi.

Car il s'agit bien de cela. Outre quelques aménagements d'ordre juridique présentés par le député constitutionnaliste Paul-Henri Meyers, les chrétiens-sociaux entendent bel et bien modifier l'esprit même de la proposition de loi. Plus que de « discussion constructive », il s'agit bien là d'un bras de fer entre le CSV et les députés favorables à l'euthanasie. Rien que la proposition de changer l'intitulé du texte en témoigne : il ne s'agirait plus d'une « loi sur le droit de mourir en dignité », mais d'une « loi sur l'aide à mourir ». En clair, la dépénalisation partielle d'euthanasie que propose le CSV n'entrerait en vigueur que lorsque tous les moyens palliatifs seraient épuisés. L'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD) ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Dans un communiqué de presse, elle y dénonce que ce « filtre palliatif restreint très concrètement une véritable liberté de choix des pa-

tients en faveur de l'euthanasie ou du suicide médicalement assisté ».

Autre verrou, le CSV remet à l'ordre du jour l'idée d'une commission « ex-ante », destinée à statuer de la demande du patient en amont du processus. Cette commission, qui doit être constituée dans les huit jours qui suivent la demande serait composée, à côté du médecin traitant, d'un médecin spécialiste de la pathologie du patient, d'un médecin expert en traitements palliatifs et d'un psychiatre. Une telle commission « ex-ante », qui avait déjà été refusée par les parlementaires lors du premier vote à la Chambre, mènerait, selon l'ADMD, « à une restriction quasi complète au droit à l'autodétermination et à la liberté de choix invoquée par les patients ».

Mais l'amendement probablement le plus « douteux », comme le qualifie l'ADMD, est relatif à l'une des quatre conditions nécessaires pour éviter au médecin de commettre une infraction. Le texte proposé par le CSV stipule en effet que le médecin doit constater que la situation du patient « est irréversible selon l'état actuel et prévisible de la science ». L'exposé des motifs est encore plus généreux en conditionnels : « (...) si le collège en vient à la conclusion qu'il est probable que le progrès médical dégage d'autres options de traitement efficace dans un avenir proche, il serait déraisonnable de pratiquer une aide à mourir avant qu'un nouveau traitement ne puisse être essayé et son efficacité testée par rapport à la condition du patient en question ».

Tout porte à croire que le vote des amendements du CSV serait donc de nature à changer fondamentalement l'esprit de la proposition de loi. D'ailleurs, l'ADMD, dont les auteurs Huss et Err sont membres, « refuse carrément certains des amendements principaux formulés par le CSV ». Reste à savoir si les député-e-s qui ont voté oui en première lecture plieront en deuxième lecture devant la pression exercée par le CSV. Il en va de l'esprit de la proposition de loi et probablement aussi de leur propre crédibilité.